

Stage de préparation au concours commun des IEP de Région

Pré-rentree



HISTOIRE

*Les relations entre les puissances
et les modèles politiques :
États-Unis et monde, Chine et monde,
URSS et monde, France et monde.*

EXTRAIT IPESUP





SOMMAIRE

L'ORDRE MONDIAL APRÈS 1991 (page 3)

LES ETATS-UNIS ET LE MONDE (page 17)

L'URSS ET LE MONDE (page 30)

LA CHINE ET LE MONDE (page 41)

LA FRANCE ET LE MONDE (page 58)



INTRODUCTION : QUEL ORDRE MONDIAL DEPUIS 1991 ?



Étude de documents 1 : En quoi l'année 1989 bouleverse-t-elle l'ordre mondial ? Page 3

Étude de documents 2 : Quel ordre mondial après 1991 ? Page 5

Étude de documents 3 : Éléments pour un corrigé. Page 6

Reader. Page 8

— CONCOURS COMMUN AUX IEP DE RÉGION : — Epreuve d'Histoire (2 heures)

— *Sujet* —

Analyse de documents : HISTOIRE

- **Consigne :** À partir d'une analyse critique de ces documents et de vos connaissances, vous analyserez en quoi l'année 1989 marque un bouleversement de l'ordre mondial.

Document 1

« Le siècle qui se termine [est] plein de confiance dans le triomphe définitif de la démocratie libérale à l'occidentale. [...] Le triomphe de l'Occident est évident, d'abord par l'épuisement total de tout autre système alternatif au libéralisme occidental. [...] Ce phénomène dépasse les relations internationales et se voit également dans l'extension inéluctable de la culture de consommation occidentale. Au cours de la dernière décennie, on a assisté à des changements manifestes dans le climat intellectuel des deux plus grands pays communistes du monde et au début de mouvement de réforme dans l'un et dans l'autre [...] La disparition du marxisme léninisme d'abord en Chine puis en Union soviétique équivaldra à sa mort en tant qu'idéologie dotée d'une importance historique mondiale. Ce à quoi nous assistons n'est peut-être pas seulement la fin de la Guerre froide, mais la fin de l'histoire tout court : autrement dit, le point final de l'évolution idéologique de l'humanité, et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale du gouvernement humain. [...] Cela ne veut pas dire la fin de tous les conflits internationaux. [...] Il y aura toujours un très haut niveau, peut-être un niveau croissant de violence ethnique et nationaliste. [...] Ce qui implique que le terrorisme et des guerres de libération nationale continueront. [...] Mais les conflits à large échelle [...] semblent disparaître de la scène. »

Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire ? »,
extrait de la revue *Commentaires*, 1 septembre 1989

1 Francis Fukuyama est né en 1952 à Chicago. Après avoir obtenu un doctorat en sciences politiques à Harvard, il travaille pour l'administration américaine comme spécialiste du Moyen-Orient puis sur la politique européenne à partir de 1989. À l'été 1989, Francis Fukuyama publie un article retentissant, « The end of History ? » dans la revue *The National Interest*, traduit en français dans la revue *Commentaires* en septembre de la même année.



Légende de la photographie : « La nouvelle vient de tomber. Des milliers de Berlinoises de l'Est se ruent à l'assaut du mur. À la rencontre de leurs frères de l'Ouest qui, eux aussi, au début de la soirée, s'étaient massés de l'autre côté. Les mains se tendent, la joie éclate : Berlin pour la première fois depuis bientôt 30 ans ne fait plus qu'un. »

Le Figaro, page Une, samedi 11 - dimanche 12 novembre 1989



Le président Barack Obama lors de son discours à l'université du Caire en Egypte en 2009
©CC Chuck Kennedy (Official White House photo)

Fiche 1 : La crise américaine (1973-1992). Page 17

Étude de documents 3 : Les États-Unis et la géopolitique mondiale depuis 1991. Page 23

Étude de documents 4 : La politique étrangère des États-Unis au début des années 2000. Page 24

Étude de documents 4 : Corrigé. Page 26

Étude de documents 5 : La politique étrangère des États-Unis pendant la décennie 2010. Page 28

— **Serge Berstein, Pierre Milza** —

Histoire du XX^{ème} siècle,

Tome 3, Chapitre 5 : La crise américaine (1973-1992)

I. La crise économique

A. SES MANIFESTATIONS

C'est une crise aux manifestations classiques :

– En 1973, les États-Unis connaissent une série de difficultés :

- Guerre du Vietnam
- Scandale du Watergate
- Crise éco mondiale – Signes de faiblesses qui ne disparaissaient pas depuis le milieu des années 60 :
- Le chômage (jamais moins de 3 millions de chômeurs)
- La capacité industrielle non utilisée au max
- Le déficit du budget, de la balance commerciale
- L'inflation

– Avant même début de la crise mondiale : dévaluation et fin de convertibilité en or du dollar en 1971, 2^e dévaluation en janvier 73 (1^{ère} insuffisante) → fin du mythe d'un dollar stable et dominateur, optimisme des américains en est affecté

– Embargo arabe sur le pétrole provoque une crise de l'énergie qui ne fait qu'accentuer les difficultés (inflation dépasse 13%, augmentation chô, déficit commercial, production industrielle stagne)

B. LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA CRISE

Pr lutter vs la crise, les prési Am ont le chx entre deux priorités qui semblent antithétiques : sauver la monnaie ou relancer l'économie.

- Pour relancer l'économie (et résorber le chômage) :
 - *On laisse le dollar se déprécier car cela avantage les Xports et l'inv des Ktx étrangers dn les entr Am mais l'inflation continue de se développer.*
 - *La conso intérieure est relancée par baisse du taux d'intérêt (facilite crédit) ou de la pression fiscale*
- Si au contraire on veut sauver la monnaie :
 - *Lutte vs l'inflation : augmentation des taux d'int (restriction du crédit) → diminution de la dde intérieure → baisse prod, hausse chômage, détérioration des exportations.*
- Nixon et Ford optent pr la relance économique mais ils ne peuvent contenir l'inflation.
- Carter pratique simultanément l'une et l'autre pol → confusion, cumul des inconvénients (inflation, chô, baisse de la prod indu).
- Reagan choisit de sauver la monnaie mais ne désespère pas de provoquer une reprise éco en diminuant les impôts :
 - **À partir de 82 : l'inflation recule, redressement spectaculaire du dollar**
 - **Ms récession éco paraît s'étendre** (au secteur de l'indu sidérurgique, chimie, textile, indu pétrolière ettouristique), **le chô augmente (10% pop active) et accroissement du déficit budgétaire et commercial.**
 - **Ms fin 82, alors qu'on semble s'acheminer vers un échec, il renonce à un de ses dogmes en décidant l'augmentation des impôts pour faire face au déficit**
 - **À partir de 83, signes de redressement éco aux EU: prod reprend, chô décroît mais inflation demeure.**

C. UNE COMPÉTITIVITÉ ENTAMÉE, MAIS DES ATOUTS IMPORTANTS

Traduction de ce déclin de l'économie des EU :

- Sur le marché int : la concurrence étrangère s'accroît (mm dn les secteurs où les Am sont bien placés comme l'automobile, l'électronique)
- Sur le marché mondial : la part de l'industrie américaine ne cesse de régresser.
- Baisse de la productivité du travail (à l'exception de l'agri et de rares autres secteurs) qui trouve plusieurs interprétations :
 - *Les chgmts dans la compo de la main d'oeuvre (+ de jeunes sans exp)*
 - *La diminution des dépenses de recherche.*
 - *Le mécontentement des travailleurs contre la prolifération des réglementations et la monotonie du travail selon les économistes radicaux*
 - *L'intervention du secteur public (effort pr la redistribution des revenus → affaiblissement de la mobilisation pour le travail) selon les partisans du libéralisme économique le + total*
 - *L'inv se détourne des secteurs productifs au profit de services improductifs (commerciaux ou publicitaires). Mais, malgré la crise, les EU peuvent conserver le titre de 1^{ère} puissance économique mondiale :*
- Immense marché intérieur : 230m de consom aux revenus en moyenne élevés.
- Terrain d'Xp de pduits nouveaux, laboratoire des idées et techniques pr les chercheurs du monde entier
- Agriculture la plus puissante du monde, la + dvp, la + riche, la + innovatrice
 - *1976 : prod de la moitié du blé mondial, 2/3 des céréales*
 - *Un rapport de la CIA prédit que le monde dépendra de plus en plus des Xports des EU dans les prochaines années*
- 90% du stock mondial de l'information → position dominante sur le marché de l'informatique
- « Seconde Amérique » = sociétés multinationales ont une production 4x supérieure aux exportations américaines – Depuis 1976 (accord de la Jamaïque), le dollar est admis en remplacement de l'or comme moyen de paiement international → renforce sa position de monnaie d'échanges internat

La politique étrangère des États-Unis suite aux attentats du 11 septembre

Le premier document est le discours sur l'état de l'Union (discours traditionnel aux États-Unis tenu par le président en début d'année) prononcé par George Bush Junior le 29 janvier 2002, soit quelques mois après les attentats terroristes du 11 septembre lors desquels des avions de ligne détournés s'étaient écrasés sur les tours jumelles du World Trade Center à New York et sur le Pentagone dans la capitale américaine, faisant près de 3 000 morts. Ce discours est devenu célèbre, notamment pour l'expression « axe du mal » qui visait trois pays : la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak.

Le second document est une caricature non datée de Plantu dans le journal *Le Monde*. Son titre est « Bagdad Café ». On peut la dater de juste avant le printemps 2003 au cours duquel les États-Unis envahirent l'Irak et renversèrent Saddam Hussein. Au centre, on a George Bush Junior. Ce dernier justifia l'attaque de l'Irak du fait que le dictateur irakien aurait des armes de destruction massive (ADM) et des liens avec le réseau Al-Qaïda (« la Base » en arabe) du Saoudien Oussama Ben Laden, réseau responsable des attentats du « Nine eleven ».

Nous analyserons, en première partie, la guerre contre le terrorisme puis, en seconde partie, sa dérive dans le cas de l'attaque contre l'Irak.

Les événements du 11 septembre constituèrent un tournant majeur : ils montrèrent l'extrême vulnérabilité du territoire américain. Bush Jr. parle de « choc ». Le nombre de victimes marqua les esprits et les images en direct du crash du deuxième avion dans l'une des tours jumelles puis celles de l'effondrement des deux tours servirent la cause de Ben Laden. Ces attentats ciblaient deux symboles de la puissance américaine, l'un financier, l'autre militaire. Ils furent perçus comme une déclaration de guerre (« Notre pays est en guerre »), un « nouveau Pearl Harbor », mais par un acteur non étatique, un réseau se jouant des frontières dans le monde mondialisé.

Les États-Unis ont riposté dès le 8 octobre : une intervention a été déclenchée en Afghanistan où Ben Laden avait élu domicile. Il était protégé par les talibans au pouvoir depuis 1996. Ces derniers furent renversés en un temps record : le 14 novembre, Kaboul Tomba (« Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul »). Cela avait été possible grâce à l'appui sur place de l'Alliance du Nord qui regroupait des opposants afghans. Toutefois, le mollah Omar, le chef des talibans, et Ben Laden réussirent à prendre la fuite.

George Bush Jr. affirme que cette intervention permettra d'améliorer les droits de la femme. La question de la condition des femmes en Afghanistan a joué un rôle important. À la fin des années 1970, les communistes avaient accordé des droits qui furent combattus par les mollahs. Cela a contribué à la radicalisation islamiste. D'une certaine façon, ces événements confirment la thèse de Charles Fourier, penseur français du XIX^{ème} siècle : selon lui, « les progrès sociaux et changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté ; et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes » (*La Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, ouvrage paru en 1808).

Le discours de George Bush Jr. désigne d'autres groupes terroristes et des « régimes hors-la-loi » contre lesquels les États-Unis doivent lutter. Les mouvements désignés sont le Hamas (dans la bande de Gaza), le Hezbollah (au Liban), Jaish-e- Mohammed (au Cachemire) et le Djihad islamique. George Bush ne précise pas quel Djihad islamique : le palestinien ou l'égyptien ? Une partie des membres du Djihad islamique égyptien a fusionné avec Al-Qaïda en 1998. Parmi eux, Ayman Mohammed Rabie al Zawahiri qui a dirigé Al-Qaïda après la mort de Ben Laden le 2 mai 2011 et qui a été tué par un drone américain en juillet 2022.

Le président américain considère qu'il y a « au moins une douzaine de pays » liés au terrorisme international. Et, à ses yeux, trois États forment « l'axe du mal » : la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. Ils sont accusés de développer des ADM. L'homme chargé d'écrire les discours du président, David Frum, a inventé cette expression. « L'axe du mal » remplaçait « l'Empire du mal », expression de Reagan en 1983. Cela fait penser également à l'expression reaganienne de « Rogue State » (« État voyou »).

Tout comme Reagan, Bush Jr. était entouré de néoconservateurs. Et, au lendemain des attentats, Bush Jr. affirma : « Nous avons trouvé notre mission. »

Ainsi voulait-il lancer une nouvelle croisade contre le mal. Mais, alors que Reagan était resté en réalité prudent, Bush Jr. se dit prêt à lancer son pays dans une politique de force comme le montre la caricature : « Un cocktail explosif ! Un ! »

La croisade était justifiée idéologiquement par le concept de « choc des civilisations » de Samuel Huntington. Ce dernier est l'auteur du best-seller paru en 1996 : *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. L'expression de « choc des civilisations » n'est pas de lui, mais de son mentor, l'orientaliste Bernard Lewis. L'idée est simple : après l'ère des nationalismes au XIX^e siècle et l'ère des idéologies au XX^e siècle, « l'ère des civilisations » marquerait les relations internationales au XXI^e siècle et serait tout autant source de conflits. Cette thèse s'inscrivait en faux contre celle de Francis Fukuyama de triomphe de la « démocratie de marché ». Elle a été fortement critiquée par Edward Saïd qui a parlé de « *Clash of Ignorance* », reprochant à Huntington de ne pas voir qu'une civilisation n'est pas un monde clos, replié sur lui-même, mais se forme par interactions avec les autres cultures : il n'y a pas de blocs civilisationnels.

Si George Bush Jr. a eu la même lecture des relations internationales que Huntington, il en a tiré des conséquences inverses. Contrairement à ce que préconisait Samuel Huntington (intervenir le moins possible dans les pays musulmans pour ne pas accentuer le « conflit de civilisations »), le chef de la Maison-Blanche n'hésite pas à envisager des opérations militaires. George Bush évoque rapidement la Corée du Nord (qui essayait alors de fabriquer la bombe atomique ; en 2006, elle fit son premier essai nucléaire) et l'Iran islamiste depuis 1979 et qui tisse tout un réseau d'alliés au Proche-Orient (le Hamas et le Hezbollah sont pro-iraniens).

Quand le président américain dit que certains pourraient exercer un chantage, il fait peut-être allusion à la prise en otage de 52 membres du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran de novembre 1979 à janvier 1981.

Mais c'est clairement l'Irak qui est visé par George Bush. Il dresse toute une série d'accusations : « L'Irak continue à afficher son hostilité envers les Etats-Unis et à soutenir le terrorisme. Le gouvernement irakien complotte depuis plus de dix ans pour mettre au point le bacille du charbon, des gaz neurotoxiques et des armes nucléaires. C'est un gouvernement qui a déjà utilisé les gaz asphyxiants pour tuer des milliers de ses propres citoyens, laissant les cadavres des mères blottis sur ceux de leurs enfants [il s'agit du bombardement de la ville kurde de Halabja en mars 1988]. C'est un gouvernement qui, après avoir accepté des inspections internationales, a chassé les inspecteurs. » Ces affirmations furent reprises un an plus tard par le secrétaire d'Etat américain Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Colin Powell, ancien chef d'état-major des armées en 1989-1993, soit au moment de la guerre du Golfe de 1990-1991 quand Saddam Hussein avait envahi le Koweït, voulut convaincre son auditoire de ne pas s'opposer à un projet de résolution enjoignant à une force internationale de renverser le dictateur irakien.

Face à de fausses accusations, la France menaça d'utiliser son droit de veto à l'ONU. L'ONU, en l'occurrence son secrétaire général, Kofi Annan, à gauche sur la caricature, fut impuissante. Les Américains reçurent le soutien de nombreux pays d'Europe, du Royaume-Uni à la Pologne en passant par l'Espagne, et l'offensive contre l'Irak commença le 20 mars 2003. Ce fut une guerre-éclair. La victoire fut rapide : Bagdad fut prise dès le début du mois d'avril. Une fois le pays occupé, les Américains ne trouvèrent pas d'ADM et durent ainsi reconnaître que leurs accusations étaient fausses. La propagande manipulatrice de la Maison-Blanche fait apparaître clairement un dysfonctionnement de la démocratie américaine. Le discours de George Bush aurait donc eu pour but de préparer les esprits à l'offensive américaine. Seuls des témoignages et l'ouverture d'archives pourront confirmer cette hypothèse. Finalement, par cette dérive, le gouvernement américain a fourni un terreau favorable au terrorisme. L'allégation d'une connivence entre Saddam Hussein et Al-Qaïda était dénuée de sens : le réseau de Ben Laden et le régime baasiste (le parti Baas du dictateur irakien était laïc) étaient des ennemis. Al-Qaïda n'avait pas réussi à s'implanter en Irak du temps de Saddam Hussein. L'occupation américaine allait le lui permettre. Le djihadiste Abou Moussab al-Zarqaoui n'a pas hésité à qualifier l'intervention américaine de « grâce divine ».

La nouvelle situation a également profité à l'Iran qui a pu étendre son influence en Irak à majorité chiite. Bush fils, qui s'est enorgueilli d'avoir fait ce que son père n'avait pas voulu faire (renverser Saddam Hussein suite à la libération du Koweït en 1991), est tombé dans le piège tant redouté par ce dernier : créer une situation de chaos qui fit le jeu de l'Iran. Quand Ben Laden décida des attentats du 11 septembre, c'était, d'après le spécialiste du Proche-Orient Jean-Pierre Filiu, « afin de déclencher en représailles une intervention de « l'ennemi lointain » [les Etats-Unis] qui déstabiliserait au Moyen-Orient « l'ennemi proche » ». C'est ce qu'a fait l'administration Bush Junior.

Les Américains ont également créé une situation chaotique en Afghanistan avant de se retirer en août 2021 et de laisser les talibans revenir au pouvoir.

En pratiquant un « wilsonisme botté » (Pierre Hassner), George Bush a suscité une désapprobation dans la plupart des pays alors que les événements du « 9/11 » avaient attiré une forte sympathie pour les Etats-Unis.

Paradoxalement, cette politique musclée a conduit à exposer les limites de la puissance américaine. Cette dernière s'est trouvée confrontée à « l'impuissance de la victoire » (expression qu'utilisa, au début du XIX^{ème}